Prix : 1 fr. 50

Le Franciste

17, bd. des Italiens
Paris 2e Tél. Ri. 46-25
ABONNEMENTS
6 mois 35 fr.
1 an 70 fr.

HEBDOMADAIRE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE FRANÇAISE

Directeur : MARCEL BUCARD

FONDÉ EN 1933

Le seul hebdomadaire politique paraissant dans les deux zones avec le même titre, le même directeur et les mêmes articles

C'EST LE JOURNAL DE TOUTE LA FRANCE !

La Révolution à faire ne sera nationale que si elle est socialiste

ETRE DES REVOLUTIONNAIRES

Avant cette guerre maudite, des tas de messieurs « très bien » c'est-à-dire cossus et pansus à souhait et qui vous avaient des relations dans le beau monde (?) des riches et des hommes d'Etat députés ou sénateurs par surcroît, voire même ministres de la République, faisaient des discours pour « tuer la vie chère », signaient des articles sur les « beautés de la démocratie qu'il fallait par tous les moyens préserver des assauts de la réaction », donnaient des interviews sur les « dangers du fascisme » ou présidaient des Commissions interministérielles départementales ou autres dans le but « d'enrayer la hausse du coût de la vie » de « maintenir le prix des denrées de première nécessité à un taux normal » de « protéger le travail contre la spéculation des trusts » « d'assurer la paix » etc.

Va-te-faire fiche ! On sait à quoi ont abouti toutes ces belles promesses. Les sacrés farceurs qui endormaient ainsi le brave prolo se taillaient ici et là une popularité du plus mauvais aloi. Dès l'instant où l'ouvrier, le paysan, la midinette pouvaient dire ingénuement « On s'occupe de nous ! on va faire payer les riches ! MM. X..., Y..., Z. défendent notre cause ! » les fakirs du Parlement se frottaient les mains : leur but était atteint. Car ils avaient d'une part berné de faux espoirs les pauvres gens tout en calmant leurs colères et, d'autre part donné des gages aux trusts en leur permettant de continuer sans crainte leurs affaires spéculatives.

On a toujours vu, dans les législatures de 1918 à 1939 — que les majorités gouvernementales fussent de droite, du centre de gauche, d'extrême-gauche — tous les ministères promettre de faire baisser le prix de la vie (relisez les déclarations ministérielles !) mais jamais on n'a vu, par contre, diminuer le prix du bifteck, du café, du sucre, de la pomme de terre ! Chaque fois qu'une Commission se réunissait, ses conclusions se traduisaient par une « augmentation ! »

J'ai souvent, au cours de ma captivité, pleuré de rage devant l'effroyable assassinat de notre France bien aimée. J'ai appelé et j'appelle encore des quatre coins de l'histoire la malédiction sur les Responsables de nos malheurs.

Jamais, au lendemain de 1936, au nom du fameux slogan — et qui avait sa valeur tout de même — « paix pain liberté » un homme d'Etat, une équipe ministérielle, des assemblées délibérantes, n'ont eu autant de possibilités de libérer le peuple, de l'entraîner avec enthousiasme par une sorte de révolution ultra-légale vers un meilleur stade de vie, de lui donner la sécurité de la paix par l'entente fraternelle, avec tous les peuples, la certitude du pain pour chaque jour et dans sa vieillesse, et la liberté, ce breuvage énivrant dont un Français a besoin comme de l'air qu'il respire.

Ah ! les misérables... Le Front populaire qui aurait pu s'affirmer, s'il avait été vrai, la plus belle création politique française, hardiment socialiste, jalousement nationale, a été par le caprice de ses maîtres levantins et de leurs roquets, la plus belle saloperie du siècle.

Au lieu de la paix, les électeurs du Front popu (et les autres par surcroît !) ont dû endosser l'uniforme pour faire la guerre la plus stupide, la plus monstrueuse, la plus désastreuse de toute notre histoire.

Au lieu de pain à discrétion le peuple aujourd'hui bouffe du son malaxé avec des produits chimiques et encore moyennant tickets rationnés !

Au lieu de liberté... mieux vaut ne rien dire de ce qui leur en reste !

On dit que le présent est le fruit du passé et qu'il engage l'avenir.. Ce ne serait guère consolant s'il n'y avait tout de même des accommodements et autre chose aussi.. qui est proprement la volonté révolutionnaire de chaque Français.

Tout peut être réparé de nos désastres, tout peut être corrigé de nos malheurs, tout peut être redressé, reconstruit, bonifié.

Mais à une condition ! C'est qu'au lieu d'être des toutous à la laisse, sans crocs ni griffes, qui ne savent qu'allonger la langue devant un os à ronger ou tortiller la queue devant un plat de nouilles acheté au marché-pas-clair, les Français de 1941 (bientôt de 1942) s'affirment des bouledogues à mâchoires d'acier !

L'époque est morte des révolutionnaires à la Blum, à la Sarraut, à la Mandel, à la Daladier, de tous les carêmes-prenants de la République enjuivée et laïco-conservatrice, de tous les colonels de roc. J'ai juré que je passerai le reste de ma vie à lutter pour remettre la Patrie debout.

Mais bon Dieu ! les Hommes, qu'attendez-vous pour faire la Révolution du Maréchal ?

Non pas une révolutionnette de petites filles qui ont peur d'un bobo ! non pas une simagrée de révolte en disant « Amen » à tout ce qui se fait de sale, de mufle et d'injuste ! non pas une caricature d'émeute sous la bannière de M. le Vicaire et la bénédiction de M. Charles Maurras ! non pas encore moins une révolution avec des milliardaires au service des juifs, des yankees, des faux dévôts, pour faire reculer le peuple dans les chaînes du servage d'avant Jésus-Christ !

NON !

Mais une Révolution d'Hommes...

C'est à croire qu'on ne sait plus, en France, être des Hommes ! se conduire en Hommes !

Mais une Révolution de Français.

Alors quoi ? C'est parce que vous avez, mal équipés, mal armés, mal commandés, trompés, aveuglés, trahis de tous côtés, été vaincus par les Allemands — dont Hitler a fait de grands bonshommes (voyez comment ils sauvent l'Europe en Russie) — que vous allez continuer à gémir, grincer des dents et rester le cul par terre en criant : Oh ! là ! là !

Etre des Hommes ! Etre des Français. C'est ça votre devoir !

Pour faire une Révolution totale, une Révolution au seul bénéfice du peuple, contre l'argent, contre la haine, contre le mal.

Une Révolution à la façon de 89 et de 93, du temps où il y avait des Hommes (voyez Convention) et des Français (voyez Valmy !) Allons, enfants de la Patrie...

Marcel BUCARD.

SI ELLE SIGNIFIE

la revanche de la droite contre la gauche, du hobereau et du ci-devant contre le prolétaire, du goupillon contre le triangle, de l'épée contre le marteau, de l'argent contre le travail,

elle est détestable et elle appellera les vengeances populaires

Un opportunisme qui est une lâcheté

Si la politique est la science des possibilités et doit par conséquent tenir un compte strict des mille contingences quotidiennes, il existe cependant des vérités premières qui constituent les assises de toute politique et qui ne sauraient être fonction des fluctuations de détail. Affirmer que la paix — dans le passé, comme dans le présent et l'avenir — ne peut être assurée en Europe que si on élimine entre la France et l'Allemagne tout motif de mécontentement, de revendications ou d'animosité, est une des vérités premières que — pour notre part — nous présentâmes comme telle à une époque où mécontentement, revendications, animosités ne pouvaient pas être notre fait puisqu'un traité nous avait juridiquement consacrés vainqueurs. C'est dire que l'avoir affirmée à ce moment montre assez avec quelle impartialité totale nous le faisions et que cette affirmation ne relevait ni d'un nationalisme jaloux ni d'une germanophilie démesurée. Elle était la simple conséquence de l'analyse logique d'un problème.

On concevra, par contre, que peuvent être tenus pour suspects ceux qui n'ont admis la vérité d'une telle affirmation que le jour où les soldats allemands victorieux débarquaient à Paris et s'élargissaient dans toute la France. Car ici de deux choses l'une : ou bien cette attitude nouvelle est fonction d'une impuissance congénitale à penser autrement que le maître (et nous connaissons des hommes-vedettes incapables de se défaire d'un esclavage intellectuel perpétuel quoique changeant de patrons, ou bien elle est considérée comme une nécessité du moment, afin de reprendre au compte de la France revendications, mécontentements, animosité. Dans l'un et l'autre cas, cette pensée ne se présente pas comme née dans l'impartialité de l'analyse mais comme soumise à un certain état de la conjoncture.

Tandis que, pour nous, le principe fondamental de la paix — à savoir l'entente franco-allemande — est absolument indépendant dans sa vérité de la victoire finale allemande, pour eux, ce principe étant né d'une certaine conjoncture victorieuse ne se perpétuera que si se perpétue cette conjoncture. En d'autres termes, même dans l'impossible hypothèse d'une défaite des armes allemandes, nous restons, nous, pour l'entente franco-allemande. Eux ne le pourraient pas car leur désir de rapprochement né de la victoire allemande sur nous ne résisterait pas à un écroulement militaire.

Pour nous, la thèse est indépendante de l'état réciproque existant entre la France et l'Allemagne. Pour d'autres, leur pousser vers cette thèse fut déterminé par des nécessités inscrites dans le temps, non dans l'esprit. Avoir attendu que la menace pèse sur Dantzig pour préconiser le rapprochement franco-allemand, ce n'est pas être positivement partisan de ce rapprochement : c'est vouloir par tous les moyens — même par celui du rapprochement — éviter la guerre. Où est dans cette attitude la volonté prédéterminée d'un alignement politique, d'une communion culturelle, bases fondamentales du rapprochement positif ? C'en est au point de se demander si leurs théories franco-allemandes nées de la guerre ne s'évanouiraient pas avec la paix, ou si, accentuées avec la mort de la IIIe République, elles ne s'estomperaient pas avec la naissance d'une IVe Marianne !

Il est du reste amusant de constater combien ces esclaves du mouvement des faits sont malhabiles à cacher leur dépendance.

Que les Allemands éprouvent quelques difficultés au front de l'Est ou en Libye, leurs articles, leurs conférences, leurs discussions n'abordent plus le problème de la collaboration mais ils font diversion sur les pommes de terre ou sur ce qu'ils appellent le gouvernement de Vichy. Que les Allemands, par contre, brisent l'attaque anglaise ou renforcent leur front antisoviétique, alors c'est à qui parlera de collaboration, d'Europe et de national-socialisme.

Non ! Ce n'est pas cela la vérité. A être opportuniste par système, par manque de volonté j'allais dire par vice, on ne donne pas à sa pensée cette marque de vigueur et de vérité inconditionnelle. Le Francisme qui est révolutionnaire réaffirme au seuil du printemps la pérennité de sa doctrine. Elle ne dépend ni du succès ni du revers des armes. Il veut que la paix se fasse sur la base spirituelle entre les Etats rénovés de l'Occident France-Italie-Allemagne.

Ne trouvez-vous pas qu'il y a plus de solidité dans ces affirmations qui datent de 1933 que dans l'inquiétude mouvante des commentateurs qui doivent leur collaboration selon les kilomètres avalés par les panzers ?

Paul GUIRAUD.

AFFICHE PUBLIEE EN 1935

Dès cette époque, le « Francisme » dénonçait avec la même vigueur le Capitalisme et le Communisme

POUR UNE JEUNESSE CONQUERANTE

QUE voulons-nous ?

Nous n'avons pas pour habitude de cacher nos opinions.

Nous avons pris parti pour la Révolution.

La Révolution nationale.

La Révolution totale.

Depuis bientôt dix ans.

Parce que nous savons que la Révolution est la dernière chance de la France.

Nous ne voulons pas que la France soit une vieille coquette surannée.

Nous ne voulons pas que les jeunes Français restent prisonniers de leur univers étroit.

Nous voulons une France jeune et vigoureuse, consciente certes de son passé mais aussi tournée vers l'avenir.

Pour que notre Révolution réussisse il lui faut une avant-garde.

Seule la jeunesse est capable de la constituer car suivant la forte parole de Marcel Bucard : « *Il n'y a que les jeunes pour vouloir et pour pouvoir* ».

Nous disons que ceux qui se refusent à admettre pour notre jeunesse la position d'avant-garde révolutionnaire sont eux-mêmes des inconscients ou des faux révolutionnaires.

Car tout le problème est là.

Se disputer au sujet du « pluralisme » ou de « l'unité » ne signifie rien.

Ce n'est pas parce que demain on ferait un mouvement unique — et même obligatoire — que l'avant-garde révolutionnaire serait créée.

Pas plus que la pluralité n'est *a priori* capable de donner aux jeunes la flamme et la mystique qui leur manquent.

On s'étonne de voir les trois quarts de la jeunesse française se refuser à adhérer à telles ou telles organisations existantes. Nous disons — au risque de faire scandale — que cela est normal. Et les méthodes coercitives n'y feraient rien.

Qu'offre-t-on en général aux jeunes ?

Un peu de « service social » d'abord et c'est excellent. Mais peut-on considérer sérieusement que tous les jeunes de chez nous aient une âme de « Petite sœur des pauvres » ou de « salutiste » ? Ce serait sans doute magnifique mais croit-on la chose réalisable ?

Nous n'avons pas attendu juin 40 pour prôner l'esprit communautaire et toutes les manifestations de solidarité nationale ont toujours eu notre pleine adhésion. Mais ce n'est pas parce qu'un jeune aura été porter un sac de charbon ou aura quêté pour une œuvre aussi excellente soit-elle qu'il aura acquis l'esprit communautaire ou sera devenu un socialiste convaincu.

Action sociale ? certes, mais c'est insuffisant pour enflammer de jeunes esprits.

Qu'offre-t-on d'autre ? Des loisirs. Ici, nous sommes pour une jeunesse joyeuse et pleine de vie. Mais les cinémas offrent eux aussi des loisirs. Redoutable concurrence à ceux qui n'auront pas su s'attacher la jeunesse par des liens autrement puissants que quelques corvées partagées et quelques distractions prises en commun.

Reste une formation morale extrêmement sérieuse (dans quelques mouvements tout au moins) à laquelle nous applaudissons. Mais les problèmes de formation morale portent sur de nombreuses années. La Révolution est à faire d'urgence et la France ne peut se payer le luxe d'attendre une génération d'excellents Français.

François LEJEUNE

(Suite en page 6.)

UN PROPRIÉTAIRE veut jeter à la rue un ménage et six petits enfants

M. Simoulin père de six enfants dont le plus âgé a dix ans et bientôt père d'un septième est locataire d'une maison en banlieue orléanaise.

M. Simoulin, qui ne cache pas ses idées révolutionnaires, est un homme courageux qui, à peine rentré de l'usine où le salaire est ridiculement bas pour un ménage de huit personnes va travailler une semaine sur deux la nuit dans les services des garde-voies.

Mettant le bonheur de sa petite famille avant tout, il ne recule pas devant le travail et trouve encore le moyen d'occuper ses courts loisirs en allant cultiver des terrains qu'il loue.

LE 1er NOVEMBRE 1940, la maison qu'il occupe eut un nouveau propriétaire qui, depuis ce jour, prétend jeter à la rue le ménage et ses six petits enfants !

Or il existe une loi datée de 1926 et modifiée le 24 juin 1941 sur le droit de reprise du propriétaire.

« Aucune qualité du locataire ne peut faire obstacle au droit de reprise du propriétaire de nationalité française ne possédant qu'une seule maison acquise AVANT LE 1er JUIN 1937 qu'il voudra occuper par lui-même et sa famille.

« La date du 1er JUIN 1940 remplace celle du 1er JUIN 1937 ».

Donc la prise de propriété de la maison étant postérieure au 1er juin le nouveau propriétaire M. X... ne peut chasser son locataire.

Malgré cela M. X... (1) fait appel et il ressort du premier jugement qui eut lieu le 11 septembre 1941, qu'un délai était accordé au ménage locataire jusqu'au 24 décembre 1941 date à laquelle M. X... prétendait le mettre à la porte.

Fort de ses droits, M. Simoulin ne bougea pas et fit un appel qui lui coûta près de 500 francs.

LIRE LA SUITE EN CINQUIÈME PAGE

Si l'on veut caresser l'échine d'Israël que ce soit au moins avec une trique !

Le « Journal officiel », par une nouvelle loi en date du 10 février 1942, interdit aux Juifs le changement de leur nom patronymique et ordonne la révision des changements de nom.

Voilà qui est parfait, mais.

Mais comme pour tout ce qui concerne les Juifs, on prévoit une fois de plus des exceptions.

Alors, il y a gros à parier que neuf Juifs sur dix trouveront le moyen de profiter de ces dérogations.

Et l'on aura donné un coup d'épée dans l'eau.

****

Le gouvernement vient d'ôter la nationalité française aux Juifs Bernard Lecache et Bernard Natan. L'un était le chef de la Ligue juive de rastaquouères la L. I. C. A. l'autre le célèbre escroc du cinéma.

Ainsi, il a fallu attendre deux ans pour que ces deux fieffés coquins et youpins, ces deux détritus du ghetto, soient dépouillés du beau nom de Français qu'ils avaient volé !

On se demande alors au bout de combien d'années un vulgaire petit Juif, qui n'a que trois ou quatre faillites sur la conscience, pourra être déchu de la nationalité française !

Et croit-on qu'il suffise d'enlever à Natan et à Lecache la qualité de Français comme un vêtement trop usé par eux ? Ces deux individus ont fait trop de mal à notre pays. Ils l'ont couvert de honte en se faisant passer pour Français aux yeux de l'étranger. Cela ne peut se laver que dans le sang.

Au poteau ! Lecache et Natan !

OUVRIERS ET PAYSANS DE FRANCE ! C'est pour vous que LE FRANCISTE COMBAT CHAQUE SEMAINE. Il réclame la PEINE DE MORT contre les trafiquants, les mercantis et tous les salopards qui affament le peuple. Il dénonce les abus, les scandales, prend les aigrefins, les accapareurs, les combinards et les contre-révolutionnaires à la gorge et exige leur châtiment. Il poursuit inlassablement sa campagne contre le MARCHÉ NOIR, cet intolérable fléau dont vous souffrez.

IL DÉFEND TOUS LES TRAVAILLEURS SANS DISTINCTION.